

Une fois n'est pas coutume



La **mission d'observation de l'OSCE** arrivée la veille, s'est rendue le lendemain sur la frontière arméno-azérie, près des villages de Aygepar dans la région de Tavouch (côté Arménie) et à Alibeyli dans la région de Tovuz, (côté Azerbaïdjan).

Du côté arménien, le contrôle a été fait par l'Ambassadeur Kasprzyk Andrzej (Pologne), accompagné de William Prior (Grande-Bretagne) et Khristo Christov (Bulgarie). De l'autre côté, par Jiri Aberle (République tchèque) et Peter Kee (Grande-Bretagne).

Aucune violation du régime de cessez-le-feu n'a été révélée. Rappelons toutefois, que l'Azerbaïdjan a violé le cessez-le-feu plus de 14.000 fois depuis Janvier 2012, mais jamais lors d'une inspection.

(...)



Les **maires des trois villages frontaliers** de l'Arménie (Movses, Karmiraghbyur, Aygepar) se sont entretenus avec l'ambassadeur Andrzej Kasprzyk et ses collaborateurs à la suite de la surveillance de la ligne de contact.

Selon le maire de Movses, Ararat Avalian, la situation est relativement calme maintenant, par rapport aux mois précédents, en liaison avec la fin des travaux des champs. En règle générale, les tirs sont plus fréquents pendant le semis et la récolte. Il a rappelé l'incident de l'été dernier avec l'attaque d'un véhicule militaire sur la route Moses-Aygepar et que le danger existait toujours.

Les chefs de village ont exprimé à leurs interlocuteurs leur désir de vivre en paix.

(...)

"Depuis des années déjà, nous avons proposé plusieurs fois d'organiser des contacts directs en traversant la frontière [arméno-azerbaïdjanais] au cours du monitoring. [Mais]



La partie azerbaïdjanaise refuse obstinément," a déclaré pour sa part le **Général Antranik Meguerdounian**

- représentant l'état-major de l'armée arménienne. Il a rappelé que la partie arménienne était prête pour une telle réunion.

"Mais l'attitude azerbaïdjanaise témoigne d'une attitude formelle par rapport à la gestion de la surveillance.

La présence des représentants de l'OSCE à la frontière pendant un court laps de temps, ne donne pas beaucoup de résultats. C'est pourquoi nous avons proposé aux représentants d'organiser une réunion avec les commandants locaux dans un premier temps, puis, avec les maires des villages dans un second temps. En outre, nous avons proposé un suivi sur une plus longue durée, plusieurs jours, et une surveillance unilatérale," a-t-il souligné.